la Maison du Monde d'Evry

la lettre n°204

Août-septembre 2016

L'aveuglement

SOMMAIRE

L'aveuglement, par Elias Khoury

Maison du Monde
Forum Social Mondial de Montréal

Droits humains
Ados en bidonville et en squats : l'école impossible
Stop à l'impunité des multinationales

Courrier des lecteurs
Horreur en RDC, Armées et Milices y pullulent

Méditerranée
Des femmes mettent le cap sur Gaza pour briser le blocus !

Prochains Cafés de l'Actu

Aux croisements du monde
Le Vénezuela

Agenda

Le déluge de feu qui s'abat sur la Syrie actuellement, après 5 années de guerre, nous a poussés, à la Maison du Monde, à remplacer notre propre édito par cet article, bien que d'une lecture parfois ardue, du grand écivain libanais Elias Khouri paru dans Al-Quds al-Arabi, le 23 août 2016 et traduit de l'arabe par Rania Samara.

Désormais, la Syrie constitue une mesure éthique à l'échelle universelle, tout autant que la Palestine qui, à l'époque de la *nakba*, a dû faire face aux consciences sourdes, feintes et perfides.

Aujourd'hui, la Syrie témoigne de l'extinction de la conscience humaine et de la danse des valeurs dans un labyrinthe de décadence qui se manifeste, d'un côté, par un racisme anti arabe et anti musulman et de l'autre, par la propension du capitalisme à métamorphoser l'être humain en barbare, en objet, ou en simple marchandise.

Mon propos n'a rien de politique. Le peuple palestinien possède des valeurs éthiques authentiques, il n'a jamais cessé de résister ou de consentir des sacrifices et ce, malgré la politique déficiente et honteuse que les dirigeants palestiniens n'ont cessé de mener avec force jongleries, entourloupes, corruptions et recours à la religion visant à masquer la juste cause de la lutte du peuple palestinien et sa supériorité morale.

Le peuple syrien qui s'est soulevé pour revendiquer sa dignité, représente aussi une valeur éthique universelle et ce, malgré la politique menée par les diverses factions de l'opposition, incapables d'élaborer un cadre national qui mettrait à leur véritable place les sacrifices énormes consentis par les Syriens dans leur combat pour la liberté de l'être humain, pour son droit à la justice et pour sa dignité individuelle et collective.

Aujourd'hui, le monde ne commémore pas avec les Syriens l'anniversaire du massacre barbare perpétré par les armes chimiques, tout comme il ne commémore pas avec les Palestiniens le souvenir de leur *nakba*.

Quelle a été la réaction du monde qui n'a jamais cessé de laver le sang juif sur ses mains avec du sang palestinien ? Quelle a été la réaction du monde face à l'infâme transaction qui a suivi le massacre chimique d'août 2013, quand Russes et Américains ont réussi à faire des cadavres des Syriens un terrain d'entente afin de détruire l'arsenal chimique du régime syrien despotique et barbare et à offrir ce service gratuit à Israël ? Ne sommes-nous pas toujours dans le contexte du sang juif lavé par le sang arabe ?

Certains ont réussi à inventer des excuses pour justifier le silence suspect face à la *nakba* palestinienne, à se montrer tolérant envers l'attitude aveugle affichée par le grand philosophe Jean-Paul Sartre vis-à-vis de la question palestinienne. Cette attitude était erronée malgré l'argument « moral » qui reliait de manière factice le projet raciste et colonialiste aux victimes des camps nazis.

Comment la conscience universelle a-t-elle pu avaler la couleuvre de l'accord sur le chimique ? Comment le monde s'est-il incliné devant le despote prédateur en fermant les yeux devant l'un des plus grands massacres perpétrés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Il a fallu que Jean Genet, le grand écrivain français, se dresse contre l'aveuglement occidental pour dévoiler la profondeur de la tragédie palestinienne, pour transformer l'attitude et l'hésitation de Sartre en un objet de honte indélébile. Il a fallu que la littérature palestinienne, que les travaux des historiens palestiniens et ceux des nouveaux historiens israéliens dévoilent le grand mensonge qui a masqué le silence de la victime palestinienne et étouffé ses gémissements.

suite page 2 →

La Lettre de la Maison du Monde
éditée par
La Maison du Monde d'Evry
Rédaction : Conseil d'Administration
509 , Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex
Tél : 01-60-77-21-56
Fax : 01-60-78-55-33
Email : contact@maisondumonde.org
site web : maisondumonde.org
Imprimé par nos soins

café de l'actu

Mardi 4 octobre
à partir de 18h30 *à la Maison du Monde*
Regards parfois insolites sur le Vietnam d'aujourd'hui
voir page 7

Mardi 8 novembre
à partir de 18h30 *à la Maison du Monde*
Une expérience d'accueil des réfugiés syriens à Heidelberg
voir page 7

... fin de "L'aveuglement"

Malgré tout ce qui a été écrit sur la confrontation de l'éthique avec l'infamie – qui est par ailleurs une abjection arabe concoctée par les régimes despotiques en vue de se partager la Palestine avec les sionistes puis, après maintes défaites militaires honteuses, de se constituer en couverture qui ne blâme que la victime – il faut clamer haut et fort que la victime syrienne affronte aujourd'hui une infamie plus grave, une ignorance délibérée et un opportunisme moral singulier.

En 1948, le monde entier, y compris le Monde arabe, a prétendu l'ignorance, or le monde mentait. Aujourd'hui, personne ne peut prétendre ignorer ce qui se passe en Syrie. Les photos des enfants syriens sont devenues des icônes de la honte dans notre univers, la mort syrienne est devenue familière jusqu'à l'indifférence et les souffrances de millions de réfugiés, de sans-logis, de malades et d'affamés sont entrées dans nos foyers et malgré cela, personne ne semble s'en soucier. Le gouffre moral est universel.

En alléguant de Daech et de ses semblables, on justifie les bombardements, les assassinats et les destructions, on avance des arguments moraux qui permettent aux avions russes et aux milices iraniennes de spolier le territoire syrien.

Les forcenés des deux parties adverses ont dépouillé la Syrie et, d'une manière ou d'une autre, ils protègent le régime barbare qui a ouvert les portes du pays à la mort et leur a procuré les arguments pour se rassembler autour d'un objectif, celui de détruire la Syrie, transformer son peuple en hordes de réfugiés et de paumés. Or tous ces arguments ne valent pas la larme d'un seul enfant, le gémissement d'une seule femme ou le râle d'un seul homme sous les décombres.

Aujourd'hui, la parole politique va à l'encontre des principes qui doivent gérer le comportement humain, car la vie de l'homme et sa dignité sont le fondement et l'objectif mêmes de la politique.

Mon propos ne constitue pas une critique envers l'Occident uniquement, il est aussi une critique de la culture arabe qui est désormais un outil entre les mains des divers fondamentalismes, une serpillière pour le régime despotique ainsi que pour les régimes pétroliers.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'un éveil moral qui restructure notre âme et nous évite d'être les témoins vénaux de l'immense massacre qui se déroule sous nos regards.

Aujourd'hui, la Syrie est la mesure éthique et humaine généralisée et toute tentative de se détourner des souffrances du peuple syrien ou de légitimer le crime est également condamnable.

Elias Khoury

Remise en causes au Forum social

Le FSM de Montréal 2016

Samedi 13 août 2016, par Libération

Symbolique, la première édition du FSM dans un pays du Nord se heurte aux difficultés des militants du Sud à gagner le Canada. Rencontre avec quatre activistes qui portent chacun une lutte.

« C'est peut-être la dernière fois que le Forum social mondial (FSM) est organisé dans un pays du Nord, et nous devons, en tant que Canadiens, en porter la responsabilité. » Les mots de l'écrivaine et activiste altermondialiste Naomi Klein, à Montréal, sont durs contre les autorités canadiennes qui ont refusé de délivrer plus de 200 visas à des participants, pour la plupart venant de pays du Sud. Dans les couloirs de cette rencontre internationale altermondialiste, le sentiment est partagé

Autochtones

Le choix de Montréal comme ville organisatrice, le prix élevé des billets d'avion et les difficultés pour obtenir un visa ont grandement limité la représentation des populations des pays en développement au Forum social mondial. L'objectif de réunir au moins 50 000 personnes n'a pas été atteint. En raison de ces contraintes administratives et géographiques, l'Amérique s'impose comme le continent phare de cette édition avec une place particulière donnée aux peuples autochtones, du nord du Canada aux Andes péruviennes. Seules les organisations des Etats-Unis n'ont pu venir aussi nombreuses que pour les éditions précédentes. « Le timing choisi pour l'événement cette année a limité les possibilités de mobilisation, entre les vacances familiales et l'élection présidentielle qui inquiète la société civile », explique Cindy Wiesner, coordinatrice nationale du Grassroots Global Justice Alliance, un regroupement de 60 mouvements citoyens aux Etats-Unis.

Cette année, les organisateurs montréalais ont voulu mettre l'accent sur « le passage de la réflexion à l'action », comme l'explique Raphaël Canet, coordinateur du collectif du Forum. Seulement, comme souvent dans les FSM, ce basculement vers des actions concrètes peine à se coordonner.

Quelques assemblées de convergence, qui réunissent chaque jour plusieurs mouvements de pays différents sur une même thématique, avancent des plans d'action, présentés samedi à la grande Agora des initiatives. Ce sont surtout les luttes menées au Québec et au Canada qui créent une forte émulation parmi les participants, comme la bataille contre l'exploitation du gaz de schiste et des sables bitumineux.

« Nous voyons, à travers le monde, une forte mobilisation citoyenne dont les revendications ne trouvent pas de traduction dans les politiques locales et fédérales, ou même dans les grandes organisations de la société civile, parfois déconnectées de la base. Nous avons donc conçu ce forum avec l'idée de faire le lien entre les citoyens qui veulent partager leurs revendications et les structures en mesure d'organiser des campagnes de grande ampleur », décrit Raphaël Canet.

« En arrière »

Ce choix ne rencontre pas l'approbation de tous les participants du Forum social mondial. « J'ai l'impression d'un retour en arrière de plusieurs années avec cette organisation très libre des ateliers, qui rend difficile la convergence des luttes et la mise en place de grandes conférences avec des activistes stars », regrette une militante d'une ONG internationale.

Melina Laboucan-Massimo, militante écologiste

« Mon père a trouvé des tumeurs sur les élans que nous chassons »

Melina, 30 ans, est membre de la Première nation des Cris du Lubicon : c'est la fille du chef de la communauté crie (peuple autochtone d'Amérique du Nord) de Little Buffalo, dans le nord de la province de l'Alberta, au Canada. Elle raconte sans ciller

les souffrances que subissent ses proches à cause de l'exploitation des sables bitumineux, un des piliers de l'économie du pays. Cette activiste environnementale sillonne le monde depuis neuf ans pour lutter contre l'exploitation de ces sables. Elle a même témoigné devant le Congrès des Etats-Unis pour l'arrêt du projet de pipeline Keystone XL, qui devait relier l'Alberta au golfe du Mexique. « Le gouvernement canadien a donné plus de la moitié de notre territoire à l'industrie des énergies fossiles. Cela a provoqué une destruction massive de nos terres ainsi que la contamination de l'eau dont on s'abreuve et où l'on pêche. Mon père a trouvé des tumeurs sur les poissons et les élans que nous chassons. » En 2011, une fuite sur le pipeline Rainbow a déversé l'équivalent de 28 000 barils de pétrole dans le territoire du lac Lubicon. « Les enfants ne pouvaient plus respirer, leurs yeux brûlaient. Les médecins ont demandé l'évacuation des femmes enceintes. » Avec la poursuite des projets d'extraction dans la région, la jeune militante craint pour la survie de sa communauté. Alors, elle a monté un des plus importants projets de parc solaire en Alberta : 80 panneaux ont été installés pour alimenter les habitations. « La forêt boréale du Lubicon est un des plus beaux endroits au monde, elle est symbole de vie. Nous devons la protéger à tout prix. »

Ramy Ayari,
militant LGBT

« J'ai reçu des messages de policiers menaçant de me jeter du haut d'un immeuble »

Ramy Ayari, 23 ans, président de l'association tunisienne LGBT sans restrictions, a dû demander à deux reprises son visa pour le Canada avant de l'obtenir. En Tunisie, il est un militant reconnu de la cause LGBT, et ils ne sont pas nombreux dans le pays. La raison : selon l'article 230 du code pénal, les relations homosexuelles sont passibles de trois ans de prison. Le jeune Tunisien regrette qu'après la révolution du jasmin en 2011 et la chute de Ben Ali, les homosexuels n'aient connu aucune amélioration de leurs conditions de vie. Seul progrès, les associations sont beaucoup plus faciles à créer, ce qu'a fait le militant en 2014, avec pour but de représenter une population inexistante dans la société civile. « Nous cryptons tous nos messages pour ne pas que les autorités puissent trouver les coordonnées des personnes avec qui nous travaillons. » Ramy Ayari a des raisons d'être méfiant. Depuis le début de son engagement, il s'est fait agresser à plusieurs reprises par des hommes dans la rue, mais aussi par des membres des forces de l'ordre. « Après avoir déposé une plainte pour agression, j'ai reçu des messages de policiers menaçant de me jeter du haut d'un immeuble. » Il continue toutefois, avec son association, de mener des actions de sensibilisation sur les réseaux sociaux, et aide les jeunes chassés de leur famille en raison de leur orientation sexuelle. Les pressions sociales l'ont tout de même poussé à arrêter ses études et à ne pas travailler, de peur de se faire agresser.

Carolina Sachs,
militante altermondialiste

« J'ai ressenti le besoin d'agir pour changer un système capitaliste que je trouve injuste »

Carolina Sachs, âgée 30 ans, est membre d'Attac Allemagne depuis l'an dernier. Elle vient de finir ses études d'économie et de sociologie politique à Berlin, et cumule désormais plusieurs activités : elle est également conférencière et intervenante à la Croix-Rouge. « Après avoir travaillé huit mois en Inde en 2014, j'ai ressenti le besoin d'agir pour changer un système capitaliste que je trouve injuste », décrit-elle. La spécialité de Carolina : les traités de libre-échange. Elle a justement écrit son mémoire de fin d'études sur celui en discussion entre l'Union européenne et les Etats-Unis, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). « L'an dernier, j'ai pris part à ma première action de terrain avec Attac, en allant perturber une conférence pro-TTIP à Berlin, à laquelle participait le ministre allemand de l'Economie. Avant sa prise de parole, nous avons entonné une chanson humoristique sur ce traité. L'action a eu une forte répercussion sur les réseaux sociaux. » Maintenant, elle s'intéresse à l'accord économique et commercial global (Ceta), un traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, pour lequel les discussions sont bien avancées. Carolina Sachs regrette que si peu de jeunes s'investissent, comme elle, dans le mouvement : « C'est un nouvel objectif pour moi : en attirer plus dans l'organisation pour que nous puissions être sur le devant de la scène militante, et que le mouvement soit plus représentatif de la société allemande. »

Bertita Zúñiga Cáceres,
militante écologiste

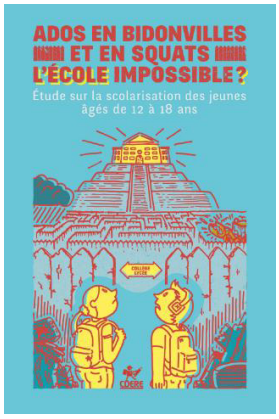
« Cinq personnes, dont ma mère, sont mortes dans la lutte contre le projet du barrage d'Agua Zarca »

Bertita Zúñiga Cáceres, 23 ans, membre du Conseil civique des organisations indigènes et populaires du Honduras (Copinh), a été projetée sur la scène médiatique en seulement quelques mois. En mars, sa mère, Berta Cáceres, activiste environnementale de la communauté indigène lenca, a été assassinée pour son action contre la construction d'un barrage hydroélectrique au Honduras. Bertita était alors en Argentine pour suivre des études d'obstétrique. De retour dans son pays, elle a repris le flambeau. « Nous, peuples indigènes, continuons la bataille pour la vie, pour le respect de la Terre et des fleuves », revendique la jeune militante. Son action dépasse les frontières. Elle s'est rendue aux conventions démocrates et républicaines pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis, pour y défendre un projet : « La loi Berta-Cáceres, en discussion au Congrès américain, est une opportunité pour cesser le financement par les Etats-Unis des forces militaires responsables du coup d'Etat de 2009 au Honduras, et qui continuent d'opprimer le peuple. Cinq personnes, dont ma mère, sont mortes dans la lutte contre le projet de barrage d'Agua Zarca. » Bertita se bat en compagnie de ses trois sœurs pour que le meurtre de sa mère ne reste pas impuni. Le procès est toujours en cours au Honduras, mais elle n'en est pas satisfaite : « Les personnes qui sont actuellement jugées ne sont que les petites mains. Les vrais commanditaires de ce crime doivent être jugés. »

Aude Massiot.

Le 17 octobre 2016 sera la JOURNEE MONDIALE DE LA MISÈRE,
avec pour slogan : « CULTIVONS NOS LIENS, PARTAGEONS »

Elle sera portée par ATD-Quart-Monde et de très nombreuses associations et organisations.
Un rassemblement sur ce thème sera organisé place du Trocadéro.



COLLECTIF POUR LE DROIT DES ENFANTS ROMS À L'ÉDUCATION

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

ADOS EN BIDONVILLES ET EN SQUATS : L'ÉCOLE IMPOSSIBLE !

Paris, le 27 septembre 2016

Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Éducation publie aujourd'hui une étude qui montre que pour de nombreux adolescents âgés de 12 à 18 ans vivant en bidonvilles et en squats, l'école reste inaccessible.

Les maires de Saint- Ouen et de Maubeuge nous rappellent que cette exclusion est souvent le fait d'une instrumentalisation politique scandaleuse, alors même que les refus de scolarisation, assumés ou plus dissimulés, nourrissent la perpétuation d'une exclusion que l'école doit pourtant combattre !

Notre étude réalisée dans un cadre associatif met en évidence, à partir de 161 questionnaires remplis dans 34 bidonvilles et squats, dans toute la France, un taux de déscolarisation de 67% lorsqu'on intègre les enfants « non assidus » et qui ne peuvent donc pas bénéficier pleinement de l'accès à l'école. Dès 16 ans, les décrochages définitifs deviennent malheureusement la règle pour la quasi-totalité de ces jeunes, empêchant leur accès à tout dispositif de formation.

Les résultats de cette étude montrent avant tout l'urgence à agir. Il n'y a pas de fatalité dans le dur constat dressé par cette étude : il est en effet possible de ne plus faire courir sur de longs mois les délais d'affectation. Il est également temps d'agir pour rompre avec des politiques publiques basée quasi-exclusivement sur des expulsions sans solution à répétition qui sapent les efforts des enfants et de leur famille et créent des traumatismes parfois indépassables. Il est également urgent d'imaginer des parcours pour celles et ceux qui entrent dans l'adolescence sans n'avoir jamais été scolarisé nulle part : les abandonner à la misère à l'errance va à l'encontre de nombreux engagements internationaux.

Nous appelons donc les autorités compétentes, et au premier chef, le Ministère de l'Education Nationale, à se saisir de cette question et à mobiliser les collectivités concernées, régions, départements et communes, pour que cessent les refus de scolarisation, pour que cessent les mises en danger d'enfants scolarisés lorsque surviennent des expulsions sans solutions adaptées aux besoins de ces familles.

Agir pour la scolarisation de tous ces enfants est la seule solution car l'alternative est indigne et irresponsable

CONTACT PRESSE :
Manon Fillonneau – CNDH Romeurope – 06 68 43 15 15 – manon.fillonneau@romeurope.org
Facebook : www.facebook.com/CNDHRomeurope
Twitter : @CNDH_Romeurope

droits humains

STOP A L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES

« Au moins trente-et-une personnes ont été tuées et soixante-dix blessées, samedi 10 septembre, dans un énorme incendie provoqué par l'explosion d'une chaudière dans une usine d'emballage au nord de Dacca, au Bangladesh. Le feu s'est déclaré vers 6 heures (3 heures, heure française). Une centaine d'ouvriers travaillaient au moment de la déflagration dans ce bâtiment de quatre étages de Tongi, une ville industrielle à quelques kilomètres au nord de la capitale bangladaise... »

Cette douloureuse actualité relance le débat éthique sur le choix des sous-traitants des entreprises occidentales et nous montre combien il est nécessaire de se mobiliser toujours et encore pour que toutes les populations soient protégées des atteintes aux droits humains commises par des entreprises et garantir aux victimes l'accès à la justice.

En 2014, après la terrible catastrophe du Rana Plaza, déjà au Bangladesh, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a voté une résolution historique – la résolution 29/6 - visant à « créer un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les Droits de l'Homme ». Pourtant, comme tous les Etats du Nord abritant des sièges de multinationales, la France et l'Union Européenne ont voté contre la résolution 29/6 du Conseil des Droits de lHomme de l'ONU. Si elles ont ensuite assisté en partie à la première session des négociations en 2015, leurs interventions obstructives puis leur attitude passive visaient à saper le processus de discussion.

Devant ces attitudes de l'Union Européenne et de la France inacceptables, car l'UE ne peut pas s'opposer légitimement à une initiative de l'ONU visant à mieux protéger les populations des atteintes aux droits humains perpétrées par les multinationales, nous pouvons agir en rejoignant la campagne de Peuples Solidaires/Action Aid dont la Maison du Monde est un groupe local pour que la France change de position à l'occasion de la prochaine session de l'ONU qui aura lieu du 24 au 28 octobre.

En signant la pétition « Stop à l'impunité des multinationales », soyons nombreux à joindre notre voix à celles de toutes les citoyennes et tous les citoyens en Europe et dans les pays du Sud qui se mobilisent aujourd'hui pour le respect des droits humains par les entreprises.

http://appels-urgents.peuples-solidaires.org/appel-urgent/multinationale-ue?utm_source=site&utm_medium=site&utm_campaign=AU391

Ancienne journaliste productrice à la RTNC (Radio Télévision Nationale Congolaise), aujourd'hui journaliste indépendante à Paris, Anastasie Mutoka est la personne qui a animé le débat après la projection, aux Cinoches de Ris, à l'initiative de la Maison du Monde, du film « L'homme qui répare les femmes ». Très impliquée dans la défense des droits humains en RDC, elle a fait parvenir à la Maison du Monde l'article suivant.

Horreur en République Démocratique du Congo Armées et Milices y pullulent

Entourée de 9 voisins, la République Démocratique du Congo est balayée par un grand tourbillon qui emporte chaque jour des milliers d'hommes, femmes et enfants. En 2004 déjà, le rapport lapping a mentionné de 6 millions de morts. A ces jours, c'est plus de 10 millions de morts.

Les Rwandais au Congo (Zaïre)

En 1994, la République Démocratique du Congo a donné l'asile aux Rwandais accusés d'avoir commis le génocide au Rwanda. Les autorités congolaises leur ont donné des terrains pour leurs bétails, des soins médicaux et autres avantages...

En 1996, Laurent Kabila fut porté au pouvoir par l'AFDL (alliance politique) mise en place par les armées de la coalition Rwando Burundo Ougandaise pour chasser le Maréchal Mobutu du pouvoir. Ayant refusé la main mise sur les richesses du pays de ceux qui lui ont amené au pouvoir, il fut assassiné le 16 janvier 2001.

Les Rwandais ont imposé Hyppolite Kanambe de son vrai nom, il opère sous un nom d'emprunt « Joseph Kabila » alors qu'il est, il d'origine Rwandaise.

Descente aux enfers

Depuis la prise du pouvoir de « Joseph Kabila » la violence s'installa au Congo. On viole filles, femmes et enfants. On brûle des villages, on massacre des populations entières à l'est, on voit les déplacements forcés des masses qui sont remplacées par des gens venant des pays voisins. Tout ceci en présence du plus grand contingent des militaires des Nations Unies, soit 20.000 casques bleus.

Les Congolais sont expropriés de leur terre sans que la communauté Internationale ne pipe mot, prétextant la « Non ingérence dans les affaires étrangères ». Ceci nous laisse croire que la « Non assistance à personne en danger » ne concerne pas le peuple congolais.

Le bilan de Joseph Kabila en RDC

Sur le plan politique « Joseph Kabila » dont le 2ème et dernier mandat termine le 19 décembre 2016. Passation du pouvoir au nouveau président élu démocratiquement le 20 décembre. Il refuse d'organiser les élections dans le délai constitutionnel. Il cherche à se maintenir au pouvoir.

Depuis 2001, le président Kabila n'a jamais œuvré pour le bien-être du peuple. Il s'est enrichi avec 15 milliards de dollars, d'après le magazine FORBES qui recense les hommes les plus riches du monde.

Durant 15 ans, Kabila a été incapable d'assurer l'intégrité du territoire national, de protéger les gens et les biens, garantir les droits humains. Au contraire, il s'est spécialisé dans la mauvaise gouvernance, la corruption, les injustices, les intimidations, le mensonge, le débauchage, les enlèvements, les assassinats et l'incarcération des opposants politiques, artisans des droits de l'homme, journalistes...

Il cherche à tripatouiller la constitution pour s'octroyer un 3ème mandat e en organisant le dialogue national.

Mission d'extermination des Congolais

Il n'y a pas de paix en RDC.

La population congolaise qui vit au Kivu province frontalière du Rwanda et de l'Ouganda est massacrée. On exécute les civiles avec une brutalité qui dépasse tout entendement. Certains sont ligotés et égorgés comme des animaux.

Il y a beaucoup d'exécutions brutales, on sectionne les organes génitaux des hommes et on profane les sexes des femmes avec divers instruments tranchants (baïonnette, tesson de bouteille ou morceau de bois…)

Les tueurs opèrent en toute quiétude à 200 mètres du campement de 3000 casques bleus. Les autorités politiques congolaises entretiennent de bonnes collaborations avec les armées étrangères et l'armée pseudo-congolaise.

Kabila favorise l'essor économique du Rwanda

Le pillage des ressources minières or, diamant, coltan est bien planifié. Les milices RCD Goma, CNDP ET M23 étaient dirigées par 3 rwandais ayant suivi la formation militaire au Rwanda. La guerre imposée en RDC profite largement au Rwanda qui a construit les comptoirs de vente du coltan sur son territoire alors que 80% de réserve mondiale de ce minerai se trouve en République Démocratique du Congo. Toutes les industries de l'électronique et de la téléphonie mobile en ont grandement besoin.

Enfin, les multinationales occidentales y font de très bonnes affaires. Ils participent implicitement aux malheurs des congolais en achetant les minerais de sang commercialisé par les armées et milices des pays occupant (Rwanda-Ouganda).

Le chef d'Etat congolais crée et entretient les milices qui débraillent le terrain pour concrétiser la partition du pays.

Il leur fournit armes, minutions, tenues militaires, nourritures. Il les incorpore dans l'armée congolaise avec des grades supérieurs afin de bien affaiblir l'armée congolaise.

Tout pour balkaniser la RDC

D'ailleurs son allié Paul Kagamé vient d'affecter cinq généraux rwandais dans cinq villes congolaises de l'est. Il s'agit de :

Tito BIRUZI à ITURI, MUBIRIZA à BENI, TANGO FORT à BUTEMBO

GAHIZI à GOMA, BISANGAZA à KANYABAGONGA.

En plus des dizaines de groupes armées, Kabila vient encore d'accueillir l'opposant du Sud Soudan RIEK MACHAR avec une troupe lourdement armée en RDC (pour des raisons humanitaires).

Les Rwandais considèrent les villes congolaises administrées par le Rwanda comme une partie du Rwanda au Congo, en attente d'un référendum en violation du droit international.

Conclusion

Pourquoi les Nations Unies et autres puissances militaires ne viennent pas au secours des congolais terrorisés par une l'atrocité insupportable?

Pourquoi on ne parle pas assez de ces monstres qui dépeuplent le Congo?

Pourquoi l'indifférence de la justice internationale face à ces meurtriers qui déciment la RDC et aux pays voisins dont les armées et milices sont identifiées à l'est de la RDC sans être inquiétés?

Comment expliquer qu'après un tel record des massacres en RDC Joseph Kabila est toujours maintenu à son poste et tient à s'y éterniser ?

Vraiment la Démocratie appliquée en RDC est plus qu'une pilule amère, mais, le peuple ne veut plus l'avaler. Il faut que les rwandais dialoguent entre eux et laissent le Congo aux Congolais.

Anastasie Mutoka
Journaliste/ Paris

courrier des lecteurs

méditerranée

Des femmes mettent le cap sur Gaza pour briser le blocus !

Dans la continuation des Flottilles de la Liberté qui, depuis 2008, ont tenté de se rendre à Gaza pour témoigner de la solidarité internationale aux Palestiniens de Gaza sous blocus, 2 navires – le « Amal-Hope » et le « Zaitouna-Oliva » - ont pris la mer et fait escale jusqu'au 14 septembre à Barcelone, ville jumelée avec Gaza où l'accueil de la population, des médias et de la municipalité a été superbe.

Flottille de la Liberté en France, présidente de la Plateforme des ONG pour la Palestine et membre du Conseil national de l'AFPS

L'objectif est de parvenir à Gaza début octobre, une unique détermination en tête : rappeler aux dirigeants du monde la situation des femmes de Palestine et réclamer l'arrêt du blocus.

Originaires d'une quinzaine de pays , des Amériques à l'Asie, venant du monde du spectacle, de la politique, de toutes les classes sociales, ces femmes sont porteuses d'un message fort et clair : le blocus de Gaza est illégal et inhumain, il vise à mettre à genoux les deux millions de Palestiniens et Palestiniennes qui y vivent dans une situation humanitaire désastreuse. Après 10 ans de blocus, de multiples attaques militaires meurtrières menées par l'armée d'occupation israélienne, Gaza est pourtant toujours debout !

Les femmes, victimes peu médiatisées du blocus

Ce sont les femmes de Gaza, courageuses, résolues dans la résistance quotidienne, le « sumud », qui organisent la vie malgré tout. C'est à elles plus particulièrement que les femmes de la flottille des Femmes pour Gaza rendent hommage. C'est elles qu'elles veulent rencontrer à Gaza pour leur dire la solidarité internationaliste de millions de femmes dans le monde, la solidarité des peuples avec le peuple de Palestine.

« Les occupants israéliens de la Palestine, pirates de haute mer, ont dans le passé attaqué nos bateaux, ils les ont volés, ont kidnappé nos militants. Il faut cette fois qu'ils laissent passer librement les bateaux des Femmes pour Gaza. Le message de cette flottille est universel, pour la justice, pour que le droit prime sur la force » assure Claude Léostic, porte-parole de la

"Les Nations unies ont déclaré que Gaza sera inhabitable en 2020," déclare la Canadienne Wendy Goldsmith, assistante sociale et l'une des organisatrices de la Flottille de la Liberté. Il y a urgence à intervenir !

Parmi celles qui ont pris place à bord : Mairead Maguire, prix Nobel de la Paix ; Naomi Wallace, auteur américaine de pièces de théâtre ; la parlementaire néozélandaise Marama Davidson ; la Norvégienne Gerd von der Lippe, écrivaine et ancienne sportive de haut niveau; Eva Manly, réalisatrice de documentaires et photographe ; l'universitaire Marilyn Porter ; Malin Björk, eurodéputée suédoise; la députée suppléante suédoise Jeannette Escanilla ; Ann Wright, colonel en retraite de l'armée des Etats Unis et ancienne diplomate américaine qui a démissionné en 2003 parce qu'opposée à l'invasion de l'Irak; le docteur Fauziah Modh Hasan, une médecin malaise qui a participé à plusieurs missions humanitaires avec le Secours Médical de Malaisie -Malaysian Medical Relief Society …

Si cette nouvelle flottille est exclusivement féminine, c'est aussi pour diminuer le risque de violences de la part des autorités israéliennes. L'histoire ayant prouvé que le pire est déjà arrivé. Certaines flottilles ont déjà été arraisonnées dans les eaux internationales et les arrestations ont été pour le moins violentes. « Nous nous disons qu'il est possible, même si nous n'avons pas beaucoup d'espoir en la matière, qu'avec des femmes à bord, les autorités israéliennes ne pratiquent pas la violence absolue », poursuit Claude Léostic, en route pour Ajaccio en compagnie de Christiane Hessel.

Des précédents parfois dramatiques

Le projet Amal et Zaitouna s'inscrit dans le projet Flottilles de la Liberté. Depuis 2008, des bateaux du monde entier tentent de briser ce blocus maritime, mais aussi terrestre et aérien. Une demi-douzaine de bateaux ont ainsi pris le large, seulement deux ont réussi à atteindre à Gaza.

En 2010 le bateau Mavi Marmara est arraisonné dans les eaux internationales par des commandos israéliens. Neuf militants turcs qui se trouvaient à bord sont tués. Il y a également eu plusieurs autres petites tentatives, y compris par des militants israéliens où il n'y avait à délibérément à bord du bateau que des juifs (Israéliens, Français, etc). « Ils ont subi une violence extrême quand ils ont été attaqués », raconte Claude Léostic.

La flottille de femmes arrivera-t-elle à briser le blocus ? Le doute plane. Et c'est pour cela qu'Amal et Zaitouna n'ont pas les cales remplies de biens humanitaires pour la population gazaouie. « Ce qu'on apporte, explique la porte-parole nationale du projet, quelques médicaments, est très symbolique… Il nous faudrait plusieurs cargos pour être efficaces ! Et puis on craint que l'attaque israélienne n'arrive à la confiscation et au vol du bateau. »

Si les précédentes campagnes pour briser le blocus de Gaza ont été médiatisées en France, le silence est de mise pour cette nouvelle édition. « Le projet a été très peu médiatisé en France, confie Claude Léostic, c'est l'air du temps. Les autorités sont des soutiens affirmés à la politique

La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu

café de l'actu

Regards parfois insolites sur le Vietnam d'aujourd'hui

Avec Myriam Heilbronn

Mardi 4 octobre 2016 à la Maison du Monde

Entre 18h30 et 20h30

Myriam Heilbronn est retournée cet été avec son mari et une de ses petites filles au Vietnam retrouver un de leur fils et sa famille. Ensemble, ils ont profité de ce voyage pour se rendre dans divers lieux, pas toujours touristiques, mais susceptibles de nous faire mieux comprendre la vie quotidienne et les évolutions de ce pays en s'appuyant sur les photos qu'ils ont prises.

Des Vietnamiens d'Evry particulièrement au fait de l'évolution du pays et de la région du Sud-Est asiatique viendront commenter ces photos en donnant leur point de vue sur ce qu'elles leur suggèrent.

Accueil d'enfants réfugiés en Allemagne

Avec Marie Young

Mardi 8 novembre 2016 à la Maison du Monde

Entre 18h30 et 20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat

Marie Young est une jeune évryenne étudiante à l'université de Heidelberg. Elle prépare un doctorat en histoire ancienne, spécialisée sur la Mésopotamie, avec une co-tutelle entre son université et celle de Paris I.

Depuis octobre 2015, elle se rend à la Croix-Rouge où elle consacre deux heures par semaine au centre d'accueil d'enfants réfugiés de diverses nationalités, qui sont des primo-arrivants. Ils y reçoivent les premiers soins et leurs premiers papiers. Une partie d'entre eux sont reconduits à la frontière et les autres sont orientés vers d'autres centres d'accueil ou des logements sociaux des villes aux alentours.

Le centre d'accueil où elle travaille cherche à offrir un espace de loisirs à ses enfants. Le but est de tisser des premiers liens avec les familles et les enfants tout en transmettant par le jeu des premiers rudiments d'allemand. Elle nous fera partager son expérience qui sera pour nous une véritable découverte.

Si vous voulez en savoir plus, ….
… Contactez-nous : 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org

Les *Cafés de l'actu* sont organisés en partenariat avec la Biocoop *La Clairière* et bénéficient du soutien financier du Conseil départemental de l'Essonne.

méditerranée

israélienne, donc elles ne veulent pas en entendre parler (…) C'est très préoccupant. On est dans un tropisme israélien affirmé au niveau de nos autorités. Ça pose problème à la fois dans l'exigence de justice pour les Palestiniens mais aussi en tant que citoyens français. Cela nous interpelle. »

Quant aux réactions du côté israélien, c'est là encore le silence qui prévaut. « Pour l'instant, nous ne réagissons pas à ce sujet. Nous ne faisons aucun commentaire aux médias. Ça nous paraît un peu prématuré », déclare Emmanuel Nahshon, porte-parole du ministère des Affaires étrangères israélien. Selon le Jerusalem Post repris par i24News, les autorités israéliennes se préparent en tout cas à empêcher la flottille de briser le blocus.

La flottille a reçu le soutien de plusieurs organisations et de députés européens

Au parlement européen, une lettre signée par 55 parlementaires a été envoyée à Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, à propos de la Flottille des femmes pour Gaza : "Nous, députées et députés européens, appuyons cette démarche citoyenne, humaine et universaliste, nous appelons les peuples et leurs dirigeants à soutenir la belle initiative du 'Bateau des Femmes pour Gaza'.

Parmi les signataires :
Pascal Durand (Greens/EFA) ; Yannick Jadot (Greens/EFA) ; Eva Joly (Greens/EFA) ; Michèle Rivasi (Greens/EFA) ; Patrick Le Hyaric (GUE/NGL)

Prochaine escale : Ajaccio où Christiane Hessel est venue accueillir la flottille.

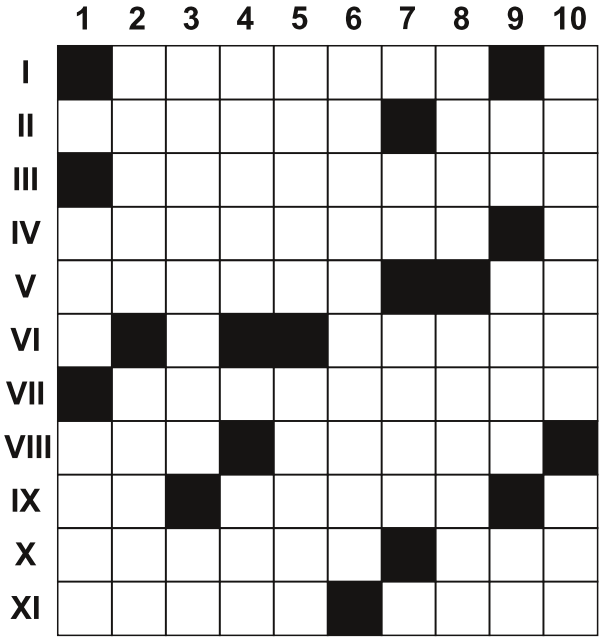
Signalons que la ville de Marseille a refusé de la recevoir !

Pour suivre cette belle et courageuse initiative : http://plateforme-palestine.org et http://www.france-palestine.org

GRILLE N° 144

Le Vénézuela

par
Michel Chesseron



Horizontalement

I. Le grand Libertador du Vénézuela. **II.** Peuple précolombien du Venezuela (orthographe acceptée). Quel sera l'avenir de ce «jeune» dans ce pays ? **III.** La «liste» serait longue de ce qui ne va pas dans ce pays pourtant très riche : hyperinflation, pénurie d'aliments et de médicaments, tensions politiques et impasse institutionnelle… **IV.** Demoiselle vénézuélienne. **V.** La révolution chaviste n'ayant pas tenu ses promesses, les gens se sentent «trompés». A la tête de Maracaïbo, 2ème ville du pays et très grand lac. **VI.** Récemment le président Maduro s'est «sauvé» devant la foule menaçante. **VII.** L'ouverture récente de ce «pays des Antilles» vers les USA est une conséquence de l'incapacité du Venezuela à continuer à le soutenir financièrement. La «colère» des opposants au régime est grande. **VIII.** Cette «icone de la révolution latino» doit se retourner dans sa tombe. Petites filles vénézuéliennes. **IX.** A Caracas, la capitale. Le référendum révocatoire «accepté» par le Conseil National Electoral a calmé les opposants. Un rapport de «moyens musclés» s'est établi pour régler le conflit institutionnel, écartant toute possibilité de dialogue. Une partie de Caracas. **X.** «Crochets» dans les boucheries vénézuéliennes. La date du «scrutin» n'a pas encore été fixée.

Verticalement

1. Ce «groupe numéricable» est installé au Venezuela. Le Venezuela ne produit pas assez de grains pour satisfaire la consommation de cette «boisson». **2.** «Petit tonneau», le Venezuela en recèlerait 1 360 milliards de pétrole, dont au moins 17 % économiquement exploitables (235 milliards). Est-il trop tard pour que la situation ne tourne pas à l'«anarchie» ? **3.** Le pétrole se trouve surtout dans ce qu'on appelle ''la ceinture de ce «grand fleuve»'' du Venezuela. Lettres de Caracas. **4.** Autour du cou d'un cheval du Venezuela. «Aller sans retour» sur un cours de tennis au Venezuela. **5.** Les descendants de cet «autochtone d'Espagne» sont allés envahir les autochtones du Venezuela. «Nom» de cette cordillère dont la pointe septentrionale culmine à 4 978 m. **6.** Quel est le lien très fort entre cette «ville d'Italie» et le Venezuela ? «Posé» n'importe comment. **7.** Au bout d'un stade vénézuélien. Au cœur de la ville italienne du 6. **8.** Sujet non musulman dans l'empire ottoman. La gestion de l'administration chaviste semble être une «faillite», mais l'administration américaine n'y serait-elle pas pour quelque chose ? **9.** Note. Les temps sont «difficiles» pour la population. Arobase. **10.** Cet «instrument légal des paiements» au Venezuela porte le nom du grand Libertador. «Fatigué», comme le régime chaviste.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	C	A	O	■	C	L	A	N
II	R	■	S	C	R	U	T	I	N	■
III	A	M	■	A	■	R	O	N	G	E
IV	N	I	N	J	A	S	■	G	E	L
V	■	S	■	O	R	S	■	A	■	I
VI	V	E	N	U	E	■	P	L	A	T
VII	E	R	E	■	V	■	S	A	P	E
VIII	R	E	■	M	A	I	A	■	A	■
IX	O	■	O	U	■	B	U	T	I	N
X	L	■	D	E	C	I	M	E	S	■
XI	E	T	A	T	■	S	E	R	E	S

Solution de la grille n° 143 - La RDC

agenda

Mardi 4 octobre
à partir de 18h30
à la Maison du Monde
Café de l'actu :
Regards parfois insolites sur le Vietnam d'aujourd'hui
avec Myriam Heilbronn, présidente de la Maison du Monde et plusieurs personnalités vietnamiennes de l'agglomération d'Evry

Mardi 8 novembre
à partir de 18h30
à la Maison du Monde
Café de l'actu :
Une expérience d'accueil des réfugiés syriens à Heidelberg
avec Marie Young étudiante à l'Université de Heidelberg en Allemagne

Mois des 3 Mondes
12 novembre – 12 décembre

Samedi 19 novembre
à 11h30 Place de l'Agora
Vernissage de l'expo organisée par la Maison du Monde

Vendredi 25 novembre
à 18h à la Médiathèque de l'Agora
Projection du film :
Spartacus et Cassandra
de Loanis Niguet

Vendredi 2 décembre
à la Maison des Syndicats
Projection du film :
This is My Land de Tamara Erde en présence de la réalisatrice, une coopération Evry-Palestine – FSU 91

Samedi 3 décembre
après-midi
Les **8h pour la Palestine**

Samedi 26 Novembre
à 19H30 à la Maison des Syndicats
Rencontre-débat
La guerre en Syrie :
Ses répercussions sur la jeunesse française
présentée par les Amis Anatoliens